Cote du document:	EB 2015/116/R.1/Rev.2	
Point de l'ordre du jour:	2	
Date:	16 décembre 2015	-
Distribution:	Publique	•
Original:	Anglais	



Ordre du jour

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsable pour les questions techniques et la transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés Responsable du Bureau des organes directeurs téléphone: +39 06 5459 2092 courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent seizième session Rome, 16-17 décembre 2015

Ordre du jour

- Points de l'ordre du jour pour approbation, examen et/ou confirmation¹
- 1. Ouverture de la réunion
- 2. Adoption de l'ordre du jour [A]

Par souci de clarté, une lettre indiquant l'action demandée au Conseil sera assignée à chaque point de l'ordre du jour, à savoir:

- [A] = pour approbation
- [E] = pour examen
- [C] = pour confirmation
- [I] = pour information
- 3. Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2016; programme de travail et budget axé sur les résultats pour 2016 et plan indicatif pour 2017-2018 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA; et rapports de situation sur l'Initiative PPTE et le SAFP [A]
- 4. Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 Favoriser la transformation durable et sans exclusive du monde rural [A]
- 5. Évaluation
 - a) Rapports du président du Comité de l'évaluation [E]
 - Rapport du président du Comité de l'évaluation sur la quatre-vingtneuvième session
 - ii) Rapport du président du Comité de l'évaluation sur la quatre-vingtdixième session
 - b) Révision de la Politique de l'évaluation au FIDA [A]
 - c) Évaluation de programme de pays: État plurinational de Bolivie [E]
 - d) Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA (RARI) [E]
- 6. Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE) [E]
- 7. Programmes d'options stratégiques par pays (COSOP) [E]
 - a) Paraguay
 - b) Bolivie (État plurinational de)
- 8. Ressources disponibles pour engagement [A]
- 9. Propositions de projet/programme soumises à l'attention du Conseil d'administration [A]
 - a) Afrique de l'Ouest et du Centre
 - i) Bénin: Projet d'appui au développement de l'horticulture
 - ii) République démocratique du Congo: Projet d'appui à l'agriculture dans le Nord-Kivu
 - b) Afrique orientale et australe
 - i) Malawi: Programme de développement de l'irrigation dans les zones rurales

¹ Cette section comprend en outre un certain nombre de points présentés pour information, qui seront examinés durant la session du Conseil d'administration.

- ii) Mozambique: Mémorandum du Président: Programme de promotion des marchés ruraux (PROMER) financement supplémentaire
- iii) République-Unie de Tanzanie: Programme de développement communautaire durable et d'appui à l'infrastructure sucrière de Bagamoyo
- c) Asie et Pacifique
 - i) Indonésie: Projet intégré de développement et de gestion participatifs de l'irrigation
 - ii) République islamique du Pakistan: Mémorandum du Président: Projet de réduction de la pauvreté dans le sud du Penjab financement supplémentaire
 - iii) Sri Lanka: Projet de relance des petites plantations de thé et de caoutchouc
- d) Amérique latine et Caraïbes

Argentine: Programme d'appui à l'intégration des producteurs familiaux du Nord de l'Argentine dans l'économie (PROCANOR)

10. Questions financières

- a) Rapport du président du Comité d'audit sur la cent trente-huitième réunion [E]
- b) Examen annuel de l'exposé de la politique de placement du FIDA [A]
- c) Rapport de situation annuel sur la facilité de la Banque de développement KfW [I]
- d) Plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA pour 2016 [C]
- e) République du Zimbabwe: Proposition de rééchelonnement de la dette et du règlement des arriérés [A]
- f) Rapport sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA [1]
- 11. Collaboration entre les organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome [I]
- 12. Visites de pays du Conseil d'administration du FIDA pour 2017-2018 [A]
- 13. Rapport sur la fonction du FIDA en tant qu'organisme d'accueil du Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification [A]
- 14. Rapport du président sur la deuxième réunion du Groupe de travail sur le Système d'allocation fondé sur la performance [E]
- 15. Rapport de situation du Groupe de travail ad hoc sur la gouvernance [I]
- 16. Version révisée de l'ordre du jour provisoire de la trente-neuvième session du Conseil des gouverneurs [A]
- 17. Questions diverses
 - a) Établissement du Comité des émoluments [A]
 - b) Dates proposées pour les sessions du Conseil d'administration en 2017 [A]
 - c) Rapport sur les mesures et plan de mise en œuvre pour accroître l'efficience en appui à la gouvernance du FIDA [E]
 - d) Informations actualisées sur les principes de conduite à l'intention des représentants au Conseil d'administration du FIDA [I]
 - e) Journée de réflexion du Conseil d'administration en avril 2015: suivi [A]

- f) Compte-rendu des résultats de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21) [1]
- g) Informations actualisées sur le Sommet 2015 des Nations Unies sur le développement durable [I]
- h) Informations actualisées concernant la recherche de possibilités d'emprunt auprès d'entités souveraines et les négociations avec les prêteurs potentiels [1]
- i) Proposition visant à permettre à tous les États membres d'assister aux séminaires informels du Conseil d'administration [A]
- j) Tirer parti des bonnes pratiques: procédures relatives à l'élection du Président du FIDA [1]

II. Documents présentés pour information [I]

Les documents présentés pour information ne sont discutés durant une session du Conseil que si la direction l'estime nécessaire ou si l'un des membres du Conseil le demande expressément. Ces requêtes doivent être transmises par écrit au Secrétaire du FIDA trois semaines avant la session du Conseil.

Le calendrier de travail, qui ne comprend que les points de l'ordre du jour à discuter durant la session du Conseil (à savoir les points présentés pour approbation, examen ou confirmation et les documents présentés pour information lorsque le Conseil a reçu une demande écrite en ce sens), est mis en ligne sur le site web du FIDA deux semaines avant la session.

- 18. Programme provisoire des activités de la trente-neuvième session du Conseil des gouverneurs
- 19. Rapports financiers régulièrement soumis au Conseil d'administration: Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour le troisième trimestre de 2015
- 20. Mise en œuvre du programme du FIDA en matière de reproduction à plus grande échelle

III. Informations fournies dans le cadre du principe d'adaptation à l'objectif visé

Conformément au principe d'adaptation à l'objectif visé (approche sur mesure), approuvé par le Conseil d'administration en décembre 2013 (EB 2013/110/R.4), des informations actualisées seront mises à disposition sur le site web du FIDA et sur la plateforme interactive réservée aux États membres concernant:

- 21. Situation des arriérés de paiement au titre du principal, des intérêts et des commissions de service
- 22. Rapport sur l'état des contributions à la neuvième reconstitution des ressources du FIDA
- 23. Activités prévues au titre des projets/programmes et des dons
- 24. Liste des documents pour la cent-seizième session du Conseil d'administration

IV. Notes d'information

- a) Arrangements pour la cent seizième session du Conseil d'administration
- b) Initiative du FIDA pour intégrer l'innovation dixième rapport de situation sur la phase principale
- c) Intégration d'une agriculture sensible aux enjeux nutritionnels au FIDA Plan d'action pour 2016-2018
- d) Rapport sur la signature du deuxième accord de prêt individuel conclu au titre de l'accord-cadre avec KfW
- e) Mobilisation de ressources en faveur du Fonds du FIDA pour Gaza et la Cisjordanie afin d'amplifier le Programme de gestion participative des ressources naturelles
- f) Accord-cadre de coopération entre le Fonds international de développement agricole et la Société andine de développement
- g) Mémorandum d'accord entre l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI) et la communauté des donateurs